

DEPARTEMENT DES
ALPES MARITIMES

ARRONDISSEMENT DE GRASSE

CANTON DE VALBONNE

N° 8652

NOMBRE

de conseillers en exercice

33

de présents

27

de votants

33

OBJET

**Mise à dispositions des locaux scolaires
aux associations de parents d'élèves et
syndicats enseignants**

L'an deux mil seize, le vingt-neuf juin, le Conseil Municipal de la commune de Valbonne étant rassemblé en séance ordinaire, au lieu habituel de ses séances, après convocation légale, sous la présidence de :

Monsieur DAUNIS Marc, Sénateur-Maire

Étaient présents : DAUNIS Marc, ETORE Christophe, BONNEAU Martine, VIGNOLO Betty, SAVORNIN Richard, DERONT-BOURDIN Gautier, LANCHARRO Marie-José, MARZINIAK Yannick, LASSOUED Bouchra, BARADEL André-Daniel, MEULIEN Jean-Paul, KHALDI Philippe, VIVARELLI Philippe, BORIES Camille, SIMON Éric, DEBORDE Élisabeth, SANTOS Xavier, ROUGELIN Alexandra, SELOSSE Sandrine, DENISE Charlène, FOISSAC Elodie, CHARLOT VALDIEU Catherine, KAÇA Afrim, FERNANDEZ Patrick, DAL MORO Christian, MEBAREK Yamina, BEGLIA Florence.

Procurations : PEACOCK Valérie à DERONT-BOURDIN Gautier, BOSSARD Frédéric à LANCHARRO Marie-José, DALMAS Fabien à BONNEAU Martine, BENTRAD Samira à SAVORNIN Richard, VALENTI Anaïs à ETORE Christophe, HOSKIN Marie-Pierre à CHARLOT VALDIEU Catherine.

Madame FOISSAC Elodie est désignée secrétaire de séance.

La Commune est propriétaire de plusieurs bâtiments scolaires, qu'elle met à disposition de l'Education Nationale durant le temps scolaire et dont elle assure la construction, la rénovation et l'entretien.

Le Code de l'Education, dans son article L.212-5, autorise aussi la Commune à mettre les locaux scolaires à la disposition des associations : « (...) le maire peut utiliser les locaux et les équipements scolaires dans la commune pour l'organisation d'activités à caractère culturel, sportif, social ou socio-éducatif pendant les heures ou les périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue. Ces activités doivent être compatibles avec la nature des installations, l'aménagement des locaux et le fonctionnement normal du service. Elles doivent également respecter les principes de neutralité et de laïcité ».

De plus, l'article D.111-14 du même Code, précise « Un local de l'école ou de l'établissement scolaire peut être mis à la disposition des représentants des parents d'élèves, de manière temporaire ou permanente, notamment pour l'organisation de réunions, pendant ou en dehors du temps scolaire. ».

Les écoles sont donc ouvertes aux associations de représentants de parents d'élèves, qui souhaitent se réunir régulièrement pour leur bon fonctionnement et pour la mise en place d'activités et de festivités à destination des élèves. Elles peuvent aussi l'être, sous réserve de l'accord exprès de la Commune, aux syndicats enseignants.

Il convient donc d'établir une convention déterminant les conditions de la mise à disposition des locaux scolaires hors temps scolaire, à titre gratuit, et précisant les obligations à propos de l'application des règles de sécurité, de la prise en charge des responsabilités et de la réparation des dommages éventuels.

La convention est proposée pour l'année scolaire 2016-2017 avec une possibilité de reconduction tacite les deux années scolaires suivantes. Les jours et horaires d'occupation des locaux seront déterminés chaque année scolaire d'un commun accord. Cet accord sera consigné par écrit et visé des deux parties.

.../...

VOTES

Pour	33	
Contre		
Abstention		

Après avoir entendu l'exposé et en avoir délibéré, le Conseil :

- **APPROUVE** le projet de convention de mise à disposition de locaux scolaires aux associations de parents d'élèves et aux syndicats enseignants ci-annexé ;
- **AUTORISE** Monsieur le Sénateur-Maire ou son représentant à signer ladite convention ainsi que tout autre document s'y rapportant.

FAIT ET DELIBERE LES JOUR, MOIS ET AN QUE DESSUS.

Le Sénateur-Maire certifie que le compte rendu de la séance du Conseil Municipal a été affiché à la porte de la Mairie 1^{er} juillet 2016 et que la convocation du Conseil a été faite le 23 juin 2016. La présente délibération a été affichée le 11 juillet 2016, sera publiée au recueil des actes administratifs de la Commune et notifiée.

Valbonne Sophia Antipolis, le 11 juillet 2016

Le Sénateur-Maire,